



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

arboriculture

Question écrite n° 74669

Texte de la question

M. Claude Evin appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture et de la pêche sur les problèmes rencontrés par les entreprises arboricoles du Val-de-Loire. L'arboriculture du Val-de-Loire connaît en effet de sérieuses difficultés financières face auxquelles les efforts consentis jusqu'à présent ne suffisent plus. En raison du contingentement des prix, les charges pesant sur ces entreprises s'avèrent de plus en plus lourdes et impliquent la nécessité d'une réduction rapide de ces charges afin de garantir la survie de cette filière. À la veille de la discussion à l'Assemblée nationale de la loi d'orientation agricole, il lui demande quelles mesures il entend prendre afin d'alléger les contraintes financières qui pèsent sur ces entreprises en grande difficulté.

Texte de la réponse

Les arboriculteurs traversent une crise importante caractérisée par la mévente et une forte diminution des prix à la production. Conscient de ces difficultés et de leurs conséquences, le ministère de l'agriculture et de la pêche a multiplié au cours de cette période les contacts avec les représentants de ces professions afin d'envisager, avec eux, les moyens propres à sortir de cette crise. Sur la base de leurs attentes, le Gouvernement a décidé la mise en oeuvre d'un plan de soutien en faveur de ces producteurs comportant des mesures d'accompagnement immédiat des producteurs les plus en difficulté, d'adaptation et de modernisation du verger, de restructuration de l'offre et de renforcement de l'interprofession, de dynamisation du marché aux niveaux national, communautaire et international. En matière d'allègement de charges sociales, d'importants assouplissements et mesures d'exonération, s'inspirant des conclusions du rapport remis par M. Jacques Le Guen, député du Finistère, relatif aux facteurs de distorsion de concurrence européens et notamment le coût de la main-d'oeuvre, sont prévus dans le projet de loi d'orientation agricole en faveur de l'emploi permanent et saisonnier. Parmi les mesures adoptées par l'Assemblée nationale et par le Sénat figurent notamment : un contrat emploi formation comportant des périodes travaillées en fonction des saisons et des périodes non travaillées dédiées à la formation, la possibilité d'employer pendant au moins un mois par an des jeunes de moins de vingt-six ans dont la rémunération est exonérée de cotisations salariales, l'allongement de 100 à 119 jours de l'exonération pour l'emploi de travailleurs occasionnels avec, au-delà des 119 jours d'allègement, la possibilité pour l'employeur d'opter pour la réduction dégressive de charges de la loi Fillon sur l'ensemble de la période de travail et enfin une aide à la transformation des contrats à durée déterminée en contrats à durée indéterminée afin de stabiliser l'emploi. Ces mesures constituent une avancée sensible en faveur de l'emploi en agriculture et sont de nature à répondre à certaines des préoccupations des arboriculteurs quant à la réduction du coût du travail.

Données clés

Auteur : [M. Claude Evin](#)

Circonscription : Loire-Atlantique (8^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 74669

Rubrique : Agriculture

Ministère interrogé : agriculture et pêche

Ministère attributaire : agriculture et pêche

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 4 octobre 2005, page 9098

Réponse publiée le : 13 décembre 2005, page 11507